

## **DELIBERATION N° 98/03-05 - CREATION DE 3 CONTRATS EMPLOIS JEUNES**

Monsieur SQUILLACE, rapporteur, informe l'Assemblée de l'intention de la Municipalité de créer trois emplois jeunes, conformément aux directives de la loi N° 97.940 du 16 Octobre 1997 et du décret N° 97.954 du 17 Octobre 1997.

Le groupe de travail constitué autour de ce projet s'est attaché à repérer les activités et les filières où des besoins existent qui ne sont pas pris en charge par la collectivité : répondre aux besoins des habitants, améliorer la qualité de la vie et des services.

Il s'agit également et avant tout de lutter contre le chômage des jeunes, en leur permettant d'accéder à l'emploi.

Trois projets d'emplois nouveaux seraient retenus pour être confiés à des jeunes de moins de 26 ans ou à des personnes de 26 à 30 ans n'ayant jamais ou peu travaillé.

\* un agent de développement économique et social et correspondant scientifique

- sa mission :

. assurer les liaisons entre la Ville de LUDRES, l'Association Excellence Industrielle LUDRES-FLEVILLE et les entreprises,

. assurer la liaison entre les entreprises et les universités pour une meilleure connaissance des besoins des professionnels et des réponses en matière de recherche scientifique.

\* un animateur de l'espace médiathèque

- sa mission :

. information des lecteurs et gestion de l'espace, accueil des nouveaux publics, ambiance et formation de certaines personnes aux livres.

\* un animateur social

- sa mission :

. accompagnement de la personne âgée dès la rentrée de l'hôpital jusqu'au rétablissement,

. assistant de convivialité auprès des personnes âgées isolées ou handicapées et en foyer de personnes âgées.

Le dispositif de recrutement et la mise en place de ces trois contrats emplois-jeunes interviendront conformément à la réglementation en vigueur pour une durée déterminée de 60 mois, au travers d'une convention signée avec l'Etat.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer une convention avec l'Etat visant à créer trois contrats emplois-jeunes conformément à la loi N° 97.940 du 16 Octobre 1997,

- d'autoriser Monsieur le Maire à procéder au recrutement des personnes ayant vocation à occuper ces nouveaux emplois

- d'inscrire les crédits correspondants au budget primitif 98